

La poursuite du désinvestissement par les sociétés étrangères a réduit leur influence sur la société sud-africaine, au plan macro, ainsi que leur impact à l'échelon local où elles ont consacré des sommes importantes à l'amélioration commune comme à celle du travailleur individuel. Toutes les grandes sociétés canadiennes se sont retirées d'Afrique du Sud à l'exception de trois d'entre elles dont deux appartiennent d'ailleurs à des intérêts étrangers. Ainsi, globalement parlant, les bienfaits du Code d'éthique sont aujourd'hui devenus insignifiants, sauf au niveau micro. Lorsque l'on y ajoute le départ des sociétés américaines, australiennes et européennes à celui des canadiennes, la perte que cela représente pour l'Afrique du Sud, et en particulier pour les non-Blancs, est importante. Le dommage n'est pas grand en ce qui concerne les pertes immédiates d'emploi car, à une ou deux exceptions près, les anciennes sociétés étrangères ont poursuivi leurs activités sous la direction de nouveaux gestionnaires. Le préjudice causé se situe plutôt au plan des possibilités d'augmentation d'emplois qui disparaissent à cause de la perte des apports de capitaux habituellement fournis par les sociétés étrangères. On peut regretter la perte de technologie que cela entraîne également mais il est possible de la remplacer en faisant appel à d'autres sources - à un coût plus élevé, cependant. Il n'est cependant pas aussi facile de compenser la perte de capitaux frais et de programmes éducatifs et sociaux dont l'absence contribuera à déprimer l'économie et la société en général.

Cela dit, c'est un fait que quoi que fassent des sociétés pour améliorer leur sort commun ou celui de leurs employés, il y a une limite à leur capacité de contribuer à de tels objectifs si elles veulent pouvoir continuer à être viables. Les grandes entreprises disposent manifestement de ressources importantes pour cela; les petites en sont plus démunies. Mais, qu'il s'agisse de grandes ou petites entreprises, on ne peut pas attendre d'elles qu'elles s'épuisent à essayer de redresser les torts d'une société et de son gouvernement élu. Il existe donc une limite que les Codes d'éthique et ceux qui les pratiquent ne peuvent dépasser dans la poursuite de la dignité humaine et de l'égalité.

C'est la société elle-même qui doit assumer la responsabilité première dans ce domaine. Heureusement, certains indices montrent qu'elle commence à le faire. Comme ils ont déjà été décrits à la section II de ce rapport, nous ne les répéterons pas. Ce qui est important, c'est qu'un vent de réformes politiques et sociales souffle actuellement. Les élections générales en septembre seront suivies par un changement de régime et le nouveau, qu'il soit dirigé, comme on s'y attend, par M. F.W. De Klerk ou par quelqu'un d'autre, devrait reprendre les réformes que le président P.W. Botha a craint d'entreprendre devant le regain de force de la Droite.

Tous les gouvernements, entreprises et particuliers qui s'intéressent à l'Afrique du Sud et à son cheminement vers une démocratie réelle et l'égalité pour tous devraient demeurer aux aguets des changements qui semblent maintenant inévitables. Ceux-ci seront la pierre de touche du dialogue et des mesures futures, en Afrique du Sud elle-même ainsi que dans ses rapports avec la communauté internationale. On peut espérer que les discussions qui commencent à avoir lieu dans ce pays se transformeront en un véritable dialogue entre toutes les races et les partis et auront pour objet d'établir,

grâce à des négociations pacifiques, un nouvel ordre démocratique, politique et social désiré par la plupart des Sud-africains de toutes races. Dans ces circonstances, le peuple et le gouvernement canadiens devraient être prêts à relâcher les pressions exercées sur l'Afrique du Sud au fur et à mesure que celle-ci apportera plus de preuves qu'elle s'est engagée sur la bonne voie. Le temps est peut-être proche où le Canada et les pays du Commonwealth et d'ailleurs qui partagent ses convictions devront revoir leurs politiques en matière de sanctions afin de faire comprendre au gouvernement sud-africain ce que la communauté internationale attend de lui avant qu'elle relâche la pression, lui donne son aval et lui apporte une aide concrète en cas de besoin. La transition de l'autoritarisme et du contrôle par les Blancs à l'égalité, la dignité et la démocratie en Afrique du Sud, et le passage des sanctions à la reconnaissance de ce pays sur le plan international seront peut-être longs et ardues mais il semble qu'il y ait une amorce de mouvement dans cette direction en 1989.

Dans le passé, les sociétés canadiennes et les entreprises sud-africaines qui leur étaient affiliées ont en général joué un rôle utile dans l'amélioration des normes d'emploi et dans la promotion de l'équité dans le milieu de travail. Les sociétés qui restent devraient, et semblent préparer à continuer à le faire, en dépit de leur nombre de plus en plus réduit. Les employés noirs et, dans une large mesure, les autres employés non-blancs, demeurent désavantagés par rapport à leurs homologues blancs, car on en trouve encore beaucoup trop peu dans les rangs du personnel administratif, technique ou de gestion. Les femmes en général et les femmes noires en particulier sont très rares dans de nombreuses entreprises commerciales et industrielles, sans même parler des postes de niveau supérieur. Il conviendrait que les sociétés interviennent plus activement dans le démantèlement de l'apartheid sous toutes ses formes. Les petites sociétés, en particulier, qui n'ont pas les ressources financières et humaines nécessaires pour instituer les programmes importants, peuvent choisir entre une foule d'organismes existants qui les aideront à lancer des projets ou des programmes sociaux, sans trop compromettre leurs ressources financières. Il existe encore des possibilités de formation et d'avancement pour les non-Blancs dans presque toutes les sociétés, grandes et petites.

En résumé, les Codes d'éthique et les sociétés qui les appliquent ont encore un rôle utile à jouer dans la promotion de la justice sociale et l'élimination de l'apartheid en Afrique du Sud.